



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 29 / 2024

### Réglementation de la circulation pendant la durée des travaux

Le maire de la commune de Notre-Dame de Bellecombe,

**Vu** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Collectivités Locales ;

**Vu** la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-2, L2213-1, L2213-5, L2512-13 et R2213-1 ; L2213-1 à L2213-6 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-18, R411-20 et R411-25 à 411-28 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

**Vu** la demande de l'entreprise SERPOLLET SAVOIE MONT-BLANC en date du 30/04/2024 ;

### Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.** – À compter du lundi 06 mai 2024 jusqu'à la fin des travaux, pour permettre le déroulement des travaux d'enfouissement des réseaux secs, la circulation sur l'impasse du Fay sera interdite, sauf pour les riverains.

Aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone des travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**Art. 2.** – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription et livre I, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par :

**SERPOLLET SAVOIE MONT-BLANC – Plan des Bergères 73210 Aime-La-Plagne**

**Art. 3.** – Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Art. 4.** – Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter que ces travaux ne causent danger ou accidents à l'égard des tiers, notamment pour la circulation publique.

**Art. 5.** – Conformément à l'art. R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif – 2 place de Verdun – BP 1135 (38022) Grenoble cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Art. 6.** – M. le maire et la Gendarmerie d'Ugine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'application du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la mairie ; notifié à l'entreprise SERPOLLET SAVOIE MONT-BLANC pour être affiché au droit des travaux ; transmis à la Gendarmerie d'Ugine.

Fait à Notre-Dame de Bellecombe, le 02 mai 2024.

M. le Maire,  
MOLLIER Philippe

